Les dangers et les opportunités de la crise globale

dimanche 15 février 2009

Gustave Massiah a écrit ce texte de synthèse et de réflexion dans la perspective du Forum social mondial de janvier 2009.

Sommaire de cet article

- Le mouvement altermondialiste
- La crise de la mondialisation
- Penser la crise
- Les dangers de la crise de la mondialisation
- Les opportunités de la crise globale
- La régulation publique et citoyenne
- La redistribution des richesses et des revenus
- L'urgence écologique et sociale
- Les modèles de représentation et les libertés
- Une nouvelle phase de la décolonisation
- La régulation publique mondiale
- Et pour conclure provisoirement

Gustave Massiah
Président du CRID
janvier 2009

Le mouvement altermondialiste s'est affirmé comme un mouvement antisystémique porteur d'avenir par rapport à la phase néolibérale de la mondialisation capitaliste. L'ouverture de la crise globale ouvre de nouvelles perspectives et lui donne des responsabilités particulières [1].

Le mouvement altermondialiste

Le mouvement altermondialiste dans ses différentes significations est porteur d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour de la convergence des mouvements sociaux et citoyens qui mettent en avant la solidarité, les libertés et la paix. Dans l'espace du FSM, ils confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions et leurs propositions. Ils construisent aussi une nouvelle culture politique fondée sur la diversité, les activités autogérées, la mutualisation, « l'horizontalité » préférée à la hiérarchie.

A travers les forums, une orientation stratégique s'est dégagée, celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement de chaque société au marché mondial à travers la régulation par le marché mondial des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés et le monde à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la

convergence des mouvements et se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans l'évolution de chacun des mouvements.

Les débats en cours dans le mouvement mettent en avant la question stratégique. Elle soulève la question du pouvoir qui renvoie au débat sur l'Etat et recoupe celle des partis, et la question du modèle de transformation sociale et de la nature du développement.

Le mouvement altermondialiste ne se résume pas aux Forums Sociaux, mais le processus des forums y occupe une place particulière. Le mouvement altermondialiste ne cesse de s'élargir et de s'approfondir. Elargissement géographique, social, thématique, il a connu une montée en puissance considérable en moins de dix ans. Pour autant, il n'a pas gagné, même si la crise par bien des aspects valide nombre de ses analyses et justifie son appel aux résistances. Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique qui s'inscrit dans la durée. Il prolonge et renouvelle les trois mouvements historiques précédents. Le mouvement historique de la décolonisation ; et de ce point de vue l'altermondialisme a modifié en profondeur les représentations Nord-Sud au profit d'un projet mondial commun. Le mouvement historique des luttes ouvrières ; et de ce point de vue, est engagée la mutation vers un mouvement social et citoyen mondial. Le mouvement des luttes pour la démocratie à partir des années 1960-70 ; et de ce point de vue le renouvellement de l'impératif démocratique après l'implosion du soviétisme en 1989 et les régressions portées par les idéologies sécuritaires. La décolonisation, les luttes sociales, l'impératif démocratique et les libertés constituent la culture de référence historique du mouvement altermondialiste.

Le Forum Social Mondial (FSM) de Bélèm, ouvre un nouveau cycle du mouvement altermondialiste. Le FSM aura lieu en Amazonie au cœur des limites de l'écosystème planétaire et devra se poser la question majeure des contradictions entre la crise écologique et la crise sociale. Il sera marqué par le nouveau mouvement social et citoyen en Amérique Latine, l'alliance des peuples indigènes, des femmes, des ouvriers, des paysans et des sans-terre, de l'économie sociale et solidaire. Ce mouvement civique a construit des nouveaux rapports entre le social et le politique qui ont débouché sur de nouveaux régimes et ont renouvelé la compréhension de l'impératif démocratique. Il a infléchi l'évolution du continent montrant ainsi l'importance des grandes régions dans la mondialisation et face à la crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Le mouvement altermondialiste devra aussi répondre à la nouvelle situation mondiale née de la crise ouverte de la phase néolibérale de la mondialisation capitaliste.

La crise de la mondialisation

Le mouvement altermondialiste est confronté à la crise de la mondialisation que l'on peut caractériser comme une crise de la mondialisation capitaliste dans sa phase néo-libérale. Cette crise n'est pas une surprise pour le mouvement ; elle était prévue et annoncée depuis longtemps. Plusieurs analyses faisaient l'hypothèse d'une crise ouverte de la mondialisation. Nous y sommes ! Il s'agit d'une crise structurelle : économique et sociale ; écologique ; géopolitique ; politique et idéologique. La séquence actuelle crise financière, monétaire, immobilière, alimentaire, économique en est une déclinaison en situation.

Trois grandes questions déterminent l'évolution de la situation à l'échelle mondiale et marquent les différents niveaux de la transformation sociale (mondiale, par grande région, nationale et locale). Le système dominant est confronté à une triple crise : la crise écologique mondiale qui est devenue patente ; la crise du néolibéralisme ; la crise géopolitique avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis. La crise de l'hégémonie états-unienne s'approfondit rapidement. L'évolution des grandes régions se différencie, d'autant que les réponses de chaque région à la crise de l'hégémonie américaine sont

différentes. La lutte contre la prétendue guerre des civilisations et la très réelle guerre sans fin constituent une des priorités du mouvement altermondialiste.

La phase néolibérale semble à bout de souffle. La nouvelle crise financière est d'une particulière gravité. Ce n'est pas la première crise financière de cette période (Mexique, Brésil, Inde, Argentine, etc.) et elle ne suffit pas à elle seule à caractériser l'essoufflement du néolibéralisme. La déclinaison des différentes crises est plus singulière. La crise monétaire accroît les incertitudes sur les réaménagements des monnaies. La crise immobilière aux Etats-Unis révèle le rôle que joue le surendettement, et ses limites, en tant que moteur de la croissance. La crise énergétique et la crise climatique révèlent les limites de l'écosystème planétaire. La crise alimentaire d'une exceptionnelle gravité peut remettre en cause des équilibres plus fondamentaux. L'approfondissement des inégalités et des discriminations, dans chaque société et entre les pays, atteint un niveau critique et se répercute sur l'intensification des conflits et des guerres et sur la crise des valeurs. Les institutions responsables de la régulation du système économique international (FMI, Banque Mondiale, OMC) n'ont plus de légitimité.

Le G8,camouflé en G20, se présente comme porteur de solutions à la crise. Ce G20 est certes plus présentable que le G8 puisque les 20 pays représentent les deux-tiers de la population mondiale. Pour autant, il reste illégitime en tant que directoire autoproclamé. Et il reste aussi inquiétant. En 1977, le précurseur du G8 avait créé la crise de la dette en appelant les pays pétroliers à recycler les pétrodollars et les banques à leur prêter sans trop regarder. Il avait ainsi cassé le front des pays du Sud en ralliant les pétroliers contre les plus pauvres. Il tente aujourd'hui la même stratégie avec les pays émergents. Et la docilité de ceux-ci dans les propositions mises au point par les occidentaux laisse craindre le pire. Le G20 est pour l'instant un camouflage du G8, toujours illégitime.

Il reste donc les Nations Unies ! Certes, il est difficile de leur faire confiance quand on les regarde de trop près. Le défilé de ces chefs d'Etat ne donne pas confiance dans la réforme radicale indispensable. Et pourtant les Nations Unies arrivent parfois à se dépasser et à adopter des positions bien meilleures que ceux qui les portent. Confrontés à la tentative de marginalisation menées par le G8 dès 1980, le système des Nations Unies a organisé les conférences mondiales et a réussi des alliances avec les sociétés civiles à Rio en 1992, sur environnement et développement, et à Istanbul, en 1996, avec les collectivités locales. L'adoption du protocole facultatif sur les droits économiques, sociaux et culturels en est une illustration, il a été adopté malgré l'opposition de presque tous les gouvernements. Au cœur des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits Humains, permet à des alliance de forces sociales et intellectuelles de transcender le système et de le forcer à se transcender. Certes contestables, les Nations Unies restent supérieurs à tous les directoires. Comme le disait Churchill de la démocratie, les Nations Unies sont le pire des systèmes internationaux à l'exception de tous les autres.

Penser la crise

L'incertitude demeure sur les temps et les horizons de la crise. L'analyse « braudélienne » de la crise conduit à l'hypothèse de la fin d'un cycle de Kondratieff. Il est probable qu'un nouveau cycle caractérisera les 25 à 40 prochaines années. Il n'est pas prédéterminé et plusieurs sorties sont possibles. La crise du néolibéralisme, du point de vue idéologique, est fortement liée à la montée en puissance de l'altermondialisme qui a aiguisé les contradictions internes au système. Pour autant, la crise du néolibéralisme ne signifie pas sa disparition inéluctable. De plus, le mouvement altermondialiste n'est pas le seul mouvement antisystémique par rapport à la logique dominante du système. D'autres mouvements intégristes divers peuvent aussi contester le cours dominant.

Deux grandes tendances sont possibles à moyen terme. Plusieurs variantes sont possibles autour de chaque tendance. La première tendance est celle d'une dominante conservatrice avec une confortation d'un néolibéralisme de guerre ou d'autres formes de régulation. La deuxième tendance est celle d'une réforme en profondeur du capitalisme sous une forme néokeynésienne et écologique ou un « Green New-Deal ». Une issue altermondialiste est très peu probable à court terme, les conditions n'étant pas encore remplies ; mais le renforcement du mouvement altermondialiste pèsera sur les issues possibles.

C'est dans les cinq à dix ans que se formalisera la nouvelle rationalité économique, comme le néolibéralisme s'est imposé, à partir de tendances existantes, entre 1979 et 1985. Il reste une discussion sur la suite de ce cycle à venir. Immanuel Wallerstein fait l'hypothèse d'un retournement du cycle séculaire, voire même multiséculaire, posant pour les trente ou quarante prochaines années, la question historique d'un dépassement du capitalisme et donnant ainsi une portée nouvelle à l'altermondialisme.

Il est nécessaire de penser la crise pour ne pas se laisser porter par les turbulences. Sans entrer dans le détail, quelques références aux leçons du passé peuvent être utiles. Sans oublier que chaque crise est nouvelle, que chaque situation est spécifique. Rappelons quelques points d'appui parmi beaucoup d'autres qui peuvent contribuer à construire une pensée de la crise globale actuelle. Les analyses de l'accumulation capitaliste mondiale, notamment celles de Samir Amin et de André Gunder Frank remettent l'évolution en perspective et soulignent l'importance de la colonisation transformée en représentation Nord-Sud. L'analyse des économies mondes de Fernand Braudel et des systèmes-mondes de Immanuel Wallerstein resituent les phases de la mondialisation capitaliste et articulent les cycles longs, séculaires, et les cycles courts, de Kondratieff, qui précisent les phases du capitalisme déjà éclairées par Schumpeter. L'analyse des crises par Baran, Sweezy et Magdoff rappelle que l'évolution peut-être analysée comme une succession de crises séparées par des périodes de croissance. Ils proposent aussi une analyse des secteurs d'entraînement de chaque phase, aujourd'hui l'automobile, qui conduit à s'interroger sur l'émergence des industries du numérique et de l'environnement. Ilya Prigogine a mis l'accent sur les ruptures et les conditions de stabilité et d'instabilité des systèmes. Henri Lefebvre rappelle, il y a vingt ans, qu'une crise ne sépare pas toujours deux moments favorables et que l'interrogation majeure porte sur la remise en cause du travail comme valeur social et culturelle. René Dumont, et plus récemment Anil Argawal, relient déjà l'environnement à la géopolitique. Sur la nature des transitions, La critique du programme du Gotha de Karl Marx fait la part entre l'aménagement et la transformation. Rosa Luxembourg explicite le rôle de l'impérialisme dans les crises. Castoriadis parmi d'autres a mis l'accent sur l'importance des libertés et les risques de totalitarisme dans les transitions. Ho Chi Min insiste sur la nécessité de partir de ses faiblesses pour les transformer en forces. La contradiction vécue entre l'urgence et la transformation sociale installe la question stratégique comme la question centrale de la période.

Les dangers de la crise de la mondialisation

危机

L'idéogramme chinois qui représente la crise, fort ancien et vénérable, associe deux signes, contradictoires comme il se doit pour toute bonne dialectique, celui des dangers et celui des opportunités.

Le premier danger concerne la pauvreté. La sortie de crise recherchée consiste à faire payer la crise aux pauvres, et d'abord aux discriminés et aux colonisés. Il s'agit aussi de raboter les couches moyennes. Et même, si ça ne suffit pas, de faire payer certaines catégories de riches ; ce qui laisse

préfigurer de fortes contradictions.

Pour faire passer de telles politiques, il faudra beaucoup de répression, de criminalisation des mouvements sociaux, de pénalisation de la solidarité, d'instrumentalisation du terrorisme, d'idéologie sécuritaire, d'agitation raciste, islamophobe et nationaliste, d'exploitation des boucs émissaires, des migrants et des rroms. Cette évolution ira dans certaines régions vers des régimes autoritaires et répressifs et même vers des fascismes et des populismes fascisants.

Une autre sortie de crise cible des pays qui seront marginalisés et ruinés. Les risques de guerre sont aussi une issue classique des grandes crises. N'oublions pas que le monde est déjà en guerre et que près de un milliard de personnes vivent dans des régions en guerre. Les conflits sont permanents et la déstabilisation systématique. Les formes de guerre ont changé avec la militarisation des sociétés, l'apartheid global, la guerre des forts contre les faibles, la banalisation de la torture.

Pour lutter contre ces dangers il faudra renforcer les résistances et élargir les alliances et les coalitions pour les libertés, la démocratie et la paix.

Les opportunités de la crise globale

Les dangers sont connus, les opportunités ouvertes le sont moins. Pourtant, comme le dit Hölderlin, cité par Edgar Morin, « Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ». Retenons six opportunités ouvertes par la crise. D'abord, la défaite idéologique du néolibéralisme favorise la montée en puissance de la régulation publique. Ensuite, la redistribution des richesses et le retour du marché intérieur redonnent une possibilité de stabilisation et de garantie des revenus et de la protection sociale, de redéploiement des services publics. De même, l'urgence écologique nécessite une mutation du mode de développement social. Dans le même sens, la crise du modèle politique de représentation renforce la nécessité de la démocratie sociale et de la démocratie participative et une nouvelle réflexion sur les pouvoirs. De plus, le rééquilibrage ente le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation et une nouvelle géopolitique du monde. Il s'accompagne d'une nouvelle urbanisation et des migrations qui sont les nouvelles formes du peuplement de la planète. Enfin un système de régulation mondiale permettant de penser et de réguler la transformation sociale à l'échelle de la planète et ouvrant la perspective d'une citoyenneté mondiale. Le mouvement altermondialiste est porteur de ses opportunités.

Aucune de ces opportunités ne s'imposera d'elle même ; elles ne pourront déboucher vers des situations meilleures que si les résistances s'amplifient et si les luttes sociales, écologiques, pour les libertés, contre les guerres s'intensifient. D'autant que la crise ouvre aussi des opportunités pour les élites dirigeantes qui se partageront entre celles qui pencheront vers des formes d'oppression renouvelées et celles qui basculeront vers une refondation du capitalisme. Cette refondation n'est pas inéluctable, mais elle n'est pas impossible. Elle ne sera crédible que quand toutes les voies permettant aux élites de conserver les formes actuelles du pouvoir se révéleront insuffisantes. Le capitalisme a démontré, notamment après la crise de 1929, avec le New Deal explicité par Roosevelt, sa capacité à « révolutionnariser » ses rapports sociaux. C'est toujours le capitalisme et comme le fait dire dans son film Visconti au Guépard, « il faut que tout bouge pour que rien ne change », mais les situations sont profondément différentes.

Le mouvement altermondialiste sera confronté aux tentatives de refondation, d'autant que pour les couches populaires, les interrogations sont pressantes sur les mesures à prendre pour sortir de la première phase aiguë de la crise. De même qu'il n'y a pas, à moyen terme, équivalence entre une tendance conservatrice et un tendance réformatrice. Les questions restent ouvertes sur la capacité de ces réformes pour faire face à la crise et pour leur insuffisance par rapport à une émancipation

véritable ; et les appréciations sur ces questions différeront dans le mouvement. Il restera à définir en situation, et en fonction des différentes situations dans les pays et dans les grandes régions, sur la position à prendre par rapport aux forces politiques tentées par ces réformes que nous qualifierons de manière schématique de « Green New-Deal ». Deux interrogations sont déjà posées. Comment éviter l'alliance, entre les forces néolibérales et conservatrices avec les réformateurs, fondée sur des réformes minimales et des régimes verts et autoritaires ? Comment radicaliser un éventuel mouvement des réformes au profit des couches populaires ?

Le mouvement altermondialiste ne néglige pas les améliorations possibles et n'hésite pas à s'engager pour éviter les situations insupportables. Il est aussi, pour sa plus grande part, concerné par une transformation radicale et prend très au sérieux les possibilités, ouvertes par la crise, d'un dépassement du capitalisme. Ce dépassement s'inscrit dans le temps long et n'est pas prédéterminé. Il existe déjà, dans la société actuelle, des rapports sociaux qui le préfigurent, comme des rapports sociaux capitalistes ont émergé dans les sociétés féodales. Il ne s'agit pas de rapports nouveaux achevés ; il s'agit de tentatives de dépassement qui émergent dans les pratiques sociales mais qui ne se dégagent pas complètement des rapports dominants. La rupture ne se produit pas avec l'éradication des anciens rapports sociaux mais avec le moment ou de nouveaux rapports deviennent dominants, subordonnent les anciens rapports sociaux et les transforment profondément. Le nouveau monde né dans l'ancien se construit progressivement ; il part des contradictions vécues et en construit des nouvelles. Le mouvement altermondialiste est porteur de ces nouveaux rapports à travers les résistances et les pratiques sociales innovantes. Les forums sociaux en sont les espaces d'expérimentation et de visibilité. Ils facilitent aussi le travail intellectuel critique qui permet de différencier ce qui peut consolider la reproduction des rapports capitalistes de ce qui annonce de nouvelles perspectives.

Le mouvement altermondialiste doit intervenir aujourd'hui par rapport aux trois horizons. A court terme, il doit résister, renforcer les résistances contre les dangers. A moyen terme, il doit peser, peser sur les stratégies des réformateurs. A long terme, il doit transformer, transformer pour dépasser le capitalisme. Pour chaque opportunité, il faudrait d'abord indiquer ce que la crise met en évidence et ce contre quoi il faut se battre pour éviter un maintien du système et les dangers qu'il porte. Il faudrait ensuite identifier les propositions qui émergent et qui sont envisagées par les réformateurs et qu'il faut radicaliser. Il faudrait enfin esquisser ce qui affleure et qui indique les amorces et les pistes possibles d'une transformation radicale.

La régulation publique et citoyenne

La montée en puissance de la régulation publique achèvera la défaite idéologique du néo-libéralisme. Cet effondrement de l'idéologie fissure le bloc hégémonique néolibéral et annonce une nouvelle phase de la mondialisation. Le néolibéralisme est toujours dominant mais il lui sera difficile de s'en relever. Pour autant, il est indispensable de continuer à prendre en compte la rationalité néolibérale. D'une part les forces sociles néolibérales sont encore puissantes et sont candidates à faire partie des blocs au pouvoir et de peser lourdement sur les politiques dominantes. D'autre part, même si un autre système s'impose, les rapports sociaux du néolibéralisme resteront à l'œuvre, même transformés et subordonnés, dans les logiques économiques, sociales, idéologiques et politiques.

L'intervention des Etats dans l'économie a retrouvé toute sa légitimité. Les nationalisations dites temporaires, le temps de sortir de la crise, consistent surtout à socialiser les pertes, mais elles seront difficiles à renvoyer au cabinet des débarras. Nous sommes loin du temps ou Reagan affirmait « Cessez d'invoquer l'Etat. l'Etat n'est pas la solution, l'Etat est le problème ». Les fonds souverains

avaient déjà ouvert la voie à des interventions inattendues des Etats au niveau de la mondialisation. L'évaluation des privatisations, jusque là demandées sans succès, réservera certainement des surprises.

Cette évolution ouvre une opportunité d'ampleur. Elle souligne l'importance des politiques publiques fondées sur l'intérêt général. La nouvelle rationalité pourra difficilement continuer à subordonner complètement la régulation aux marchés et à abandonner la décision politique aux capitaux et à leurs marchés. Elle devra libérer les investissements de la recherche de profits démesurés à court terme, du « court-termisme et libérer les entreprises de la dictature des actionnaires et du marché mondial des capitaux.

Les arbitrages dans le moyen terme dépendront de la capacité de mobilisation des mouvements sociaux et citoyens. La remise en cause de la financiarisation nécessitera la remise en cause de l'oligopole bancaire, la socialisation sous contrôle démocratique du système bancaire. Les contrats de moyen terme, et leur transparence, pourront assurer la base des échanges, liés à une stabilisation des cours des matières premières et des grands produits. Les activités boursières sur les transactions à moyen terme, dont le seul but est spéculatif, seraient interdites. Cette socialisation devra articuler les instances nationales et celles des grandes régions. Plusieurs mobilisations donnent des orientations. L'une des plus urgentes est la suppression des paradis fiscaux et judiciaires. Soulignons aussi les normes juridiques contraignantes pour la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Soulignons aussi la nécessaire montée en puissance de la démocratie dans l'entreprise.

Trois grandes questions, celle de l'Etat, celle du marché mondial et celle des formes de propriété s'inscrivent dans la perspective d'un dépassement possible du capitalisme et sont portées dès aujourd'hui par les mouvements. La question de l'Etat est présente par plusieurs aspects. La prise de conscience de la nature contradictoire de l'Etat tout d'abord, à la fois protecteur et oppresseur, à la fois porteur de l'intérêt général et défenseur des privilèges. La démocratisation et le contrôle citoyen de l'Etat, le rapport de ce qu'on appelle pour simplifier les sociétés civiles, sont au centre de la réalité du caractère démocratique des sociétés. La nature des politiques publiques est dès maintenant en cause. la discussion sur les nationalisations en sera une étape importante. La question du marché mondial pose la nécessité d'une alternative au libre-échange. L'émergence des grandes régions comme espace politique, économique et financier, culturel, ouvre de réelles perspectives. Elle implique aussi une nouvelle conception de la monnaie. La question des rapports de propriété et de leur transformation est fondamentale. Celle de la propriété foncière au centre de l'agriculture et de la maîtrise de l'urbanisation. Cette propriété foncière est encore au centre des logiques de colonisation toujours présentes dans bien des situations. Les rapports juridiques et sociaux de propriété déterminent la pluralité des formes de production. On retrouve cette question dans la discussion sur l'économie sociale, associative, solidaire et locale. Sur les nationalisations aussi avec la discussion sur l'étatisation, la socialisation et la gestion démocratique. Sur les formes de propriété collective, celle des parties prenantes ou « stake-holders », les salariés, les usagers et les clients, les sous-traitants et fournisseurs, les actionnaires, les institutions territoriales.

La redistribution des richesses et des revenus

La redistribution des richesses, nécessaire par rapport à la logique du néolibéralisme et à ses excès, ouvre une tentation néo-keynésienne. Elle conforte la tendance à réhabiliter le marché intérieur, plutôt à l'échelle des grandes régions qu'à l'échelle nationale. Elle pourrait se traduire par la réhabilitation des systèmes de protection sociale et d'une relative stabilité salariale. Les planchers des revenus et leur progression permettraient à la consommation populaire de retrouver un rôle en

tant que moteur de croissance par rapport au surendettement qui a déclenché la crise des « subprimes ». L'accès aux droits pour tous, dont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont un pâle succédané retrouveraient droit de cité. Il permettrait d'envisager le redéploiement des services publics, avec une implication importante des institutions locales et avec une forte composante associative.

Il y a deux conditions à cette hypothèse qui ne se confond pas avec l'idée d'un simple retour au modèle keynésien d'avant le néolibéralisme. La première condition est la nécessité de répondre aux limites écologiques qui rendent dangereux un prolongement du productivisme. La contradiction entre l'écologique et le social est devenue déterminante, son dépassement est primordial. La deuxième condition est la nécessité d'une régulation ouverte à l'échelle mondiale par rapport à la régulation nationale complétée par le système de Bretton Woods des années soixante.

Au cœur de la crise, il y a les inégalités, la pauvreté et les discriminations. La ponction sur les couches populaires et moyennes a atteint un tel niveau qu'elle a fini par mettre en danger le système dans son ensemble. La redistribution des revenus est celle d'une évolution vers plus de justice sociale. Il s'agit plus de valoriser les revenus issus du travail que de distribuer des compensations. Et, comme la crise est mondiale, la réponse est celle d'un revenu minimum à l'échelle mondiale. Des propositions existent. Le revenu minimum paysan est une des composantes, comme on a pu le voir en Inde, ou il y a deux ans, après le Forum Social de Mumbaï, une loi non encore appliquée a été votée : la garantie pour chaque paysan indien de cent jours de travail payés par an ! Dans toutes les économies, le salaire minimum dans l'industrie et les services devra être structurellement valorisé et garanti. La proposition, plusieurs fois évoquée aux Nations Unies est que toute personne dans le monde doit disposer d'un revenu supérieur au seuil de pauvreté. Celui-ci est calculé, pays par pays : c'est la moitié du revenu médian, c'est à dire celui qui sépare la population en deux moitiés, l'une gagnant plus que le revenu médian, l'autre moins. Cette mesure est vertueuse, elle fixe un plancher à l'effondrement des économies réelles. Pour cela, il faut une taxation, elle aussi internationale, pour permettre son financement. Il faut aussi aborder la question d'un plafond des ressources. Le débat est ancien. La discussion ne porte pas aujourd'hui sur l'amplitude des inégalités, elle porte sur le principe des limites. Le revenu minimum mondial, et le plafond des revenus, sont une réponse à la crise mondiale.

La mobilisation des mouvements pèsera de tout son poids sur l'importance et la nature de la redistribution des richesses et sur les formes et les modalités de cette redistribution. De manière plus radicale deux grandes questions sont déjà posées, celle de la valeur du travail et celle de l'accès aux droits. D'abord celle de la valeur du travail en commençant par reconnaître la valeur que représente le travail et en contestant la réalité et la suprématie d'une valeur-profit. Pour cela, les revenus doivent se rattacher aux prix des produits du travail primaire plutôt qu'en fonction des fluctuations des marchés spéculatifs du travail.

L'accès aux droits pour tous est proposé comme un axe stratégique. Ce qui différencie l'approche keynésienne d'une approche plus radicale, c'est la mise en avant de l'égal accès aux droits par rapport à une approche de la définition des droits minimums considérés comme constitutif d'un filet social.

L'urgence écologique et sociale

L'urgence climatique et l'épuisement des ressources rendent impossible un mode de développement fondé sur le productivisme et les gaspillages. L'urgence écologique impose une rupture pour une transformation des sociétés qui combine le social, l'écologique, la paix et les libertés. C'est un projet

d’avenir qui ne se résume pas à une utopie concrète.

L’étape de la prise de conscience de l’urgence écologique est aujourd’hui dépassée. Il ne s’agit plus simplement de se rendre compte des limites et de l’importance de redéfinir le mode de développement. Le débat politique porte sur la nature du modèle à promouvoir. La prolifération des industries d’environnement et des processus productifs sans gaspillages seront très probablement insuffisantes. Les deux discussions portent sur la répartition des richesses entre les classes sociales et les sociétés et la compatibilité entre urgence écologique, urgence sociale et les libertés.

L’urgence écologique peut faciliter une approche plus radicale. Elle confirme la nécessité d’une démarche de redéfinition des revenus et de l’indispensable taxation internationale. Elle encourage l’approche par les Biens Communs et les Biens Publics. Plus encore, elle débouche sur une redéfinition des richesses, de leur production et de leur répartition. Pour réduire la croissance productiviste, sans altérer la satisfaction des besoins fondamentaux, il faut en changer la nature. L’évolution des comportements individuels et collectifs est nécessaire, mais il ne suffit pas de moraliser pour tendre à la simplicité et la sobriété volontaires. Plusieurs pistes sont envisageables. La plus importante est celle du recul des catégories marchandes, de la « démarchandisation ». Cette tendance, notamment dans les services publics de l’éducation et de la santé avait marqué des points dans la période de 1945 à 1980. Le néolibéralisme n’a eu de cesse que de la combattre, notamment par les privatisations et la sacralisation du marché capitaliste. D’autres pistes sont possibles. La satisfaction des besoins fondamentaux, renforcée par l’égal accès aux droits pour tous, ne pâtirait pas d’une réduction des dépenses militaires et d’armement. Elle bénéficierait d’une réduction du temps de travail résultant d’une réorientation de la productivité et de la redéfinition des productions. Elle serait facilitée par une politique d’économie des transports correspondant à la recherche des localisations, et des relocalisations, en fonction des accès économes aux ressources et des consommations, sans prendre la basse rémunération du travail pour seule valeur d’ajustement.

Les modèles de représentation et les libertés

La crise des modèles de représentation et de pouvoir est une des dimensions de la crise globale. La remise en cause des libertés est un des dangers principaux des conséquences de cette crise. Un « Green New-Deal » n’est pas en soi une garantie pour les libertés et la démocratie. On peut avoir une régulation étatique et des interventions publiques faisant peu de cas des libertés. De plus, l’urgence écologique peut servir de support à des dérives autoritaires. C’est la mobilisation des mouvements sociaux et citoyens qui déterminera l’évolution à moyen terme dans les différents pays et à l’échelle mondiale.

Parmi les opportunités, plusieurs concernent les modèles de représentation. La reconstruction du lien social pourrait trouver de nouvelles opportunités par rapport aux formes juridiques et formelles de la démocratie imposées par le haut. Les formes d’articulation entre la démocratie participative, qui prendrait sa force en référence à la démocratie directe, et la démocratie représentative, très souvent délégataire et « notabilaire », devraient progresser et se diversifier. L’accès aux droits individuels et collectifs pour tous devrait fonder une démocratie sociale sans laquelle la démocratie politique perdrait beaucoup de son attractivité. Les systèmes institutionnels et électoraux pourraient plus difficilement être considérés comme indépendants des situations sociales.

L’alliance stratégique entre les collectivités locales et les mouvements associatifs sera au fondement du rapport entre les populations et les territoires et donnera une légitimité plus grande à la citoyenneté de résidence. Elle modifiera la représentation du changement social qui repose aujourd’hui exclusivement sur deux acteurs sociaux, les entreprises et l’Etat, réduit aux

administrations. Le rapport entre pouvoir économique et pouvoir politique qui donne son sens aux formes de la démocratie devra tenir compte de la présence active des citoyens et des pouvoirs locaux.

Une approche plus radicale devra donner toute sa place à la dimension culturelle. Elle donnera droit de cité aux identités multiples qui renouvellera le rapport entre l'individuel et le collectif. Elle donnera sa place aux formes d'activités autogérées et d'auto-organisation démocratiques. Elle permettra aux formes de la société civile, au sens que définissait Gramsci, de dépasser la seule référence aux contre-pouvoirs pour élargir le contrôle citoyen et construire des espaces d'autonomie populaire. Cette démarche permettra de fonder les libertés en reliant les droits et les responsabilités, les droits commençant avec le respect des droits des autres.

Une nouvelle phase de la décolonisation

Le rééquilibrage entre le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation et une nouvelle géopolitique du monde. Elle pourrait clore la phase qui va de 1979 à 2008, de reprise en main par la gestion de la crise de la dette, le contrôle des matières premières et les interventions militaires. pour les termes de l'échange international. Entre trente et cinquante pays émergents, dont les trois les plus représentatifs, le Brésil, l'Inde, et la Chine, peuvent défendre leur point de vue et leurs intérêts. Il ne s'agit pas d'un monde multipolaire mais d'un nouveau système géopolitique international. Les conséquences pourraient être considérables, notamment pour les termes de l'échange international et pour la nature des migrations.

Il y a deux conditions à cette évolution qui ne se fera pas sans bouleversements. La première condition est que les pays émergents soient capables de changer leur modèle de croissance en privilégiant le marché intérieur et la consommation des couches populaires et moyennes par rapport aux exportations. Cette déconnexion est possible. La deuxième condition est que les pays émergents construisent des formes d'unité entre les pays du Sud, et ils peuvent y avoir intérêt. La première phase de la décolonisation avait échoué en grande partie quand les pays pétroliers, après le choc de 1977, avaient laissé la division s'installer entre les pays du Sud, permettant au G7, appuyé sur le FMI et la Banque Mondiale, d'imposer l'ajustement structurel.

Le mouvement social et citoyen mondial peut, dans cette étape, mettre en avant plusieurs propositions, notamment l'annulation de la dette, la stabilisation des cours des matières premières, la souveraineté alimentaire, le respect des droits des migrants. Cette évolution correspondra, du point de vue géopolitique, à une double mutation. Le renforcement d'une des contre-tendances de la mondialisation dans sa forme actuelle, celle des grandes régions auto-centrées. Le dépassement de la contradiction entre le Nord et le Sud dans la construction d'un système international équilibré et d'une régulation publique mondiale.

La régulation publique mondiale

L'échec des institutions internationales de la mondialisation est patent. L'OMC devait compléter le système de Bretton Woods et l'OTAN coiffer les alliances militaires. Ce projet n'a pu aboutir. La régulation par le marché mondial des capitaux a sombré dans la crise du néolibéralisme mettant en évidence l'importance d'une régulation publique mondiale.

La recherche d'alternatives à la transformation de chacune des sociétés implique un autre système international. Les guerres liées au contrôle des ressources et des territoires sont toujours

d’actualité, la dimension identitaire des conflits s’accentue alliant ségrégation spatiale et purification dite « ethnique ». La dialectique entremêlée des terrorismes de réseaux et des terrorismes d’Etat fait régresser les droits civils et politiques au nom d’un « choc des civilisations » qui justifie la doctrine de la guerre préventive, du « non-droit » et de la torture, la stratégie des guerres du fort au faible et la surprise de découvrir la capacité des faibles à trouver la vulnérabilité des forts.

Appuyée sur les luttes pour la démocratisation, une réforme du système international peut être proposée. Elle comprend : la démocratisation du fonctionnement des institutions qui doivent mettre en œuvre la régulation internationale ; la mise en place d’instances d’arbitrage et de recours efficaces ; un système international de plaintes ouvert à la saisine des associations citoyennes ; la priorité dans le système international de la lutte contre l’impunité ; l’intégration effective dans le système direct des Nations Unies des institutions financières et commerciales internationales, FMI, Banque mondiale, Société Financière Internationale et OMC ; une nouvelle architecture pourrait être fondée sur des ensembles régionaux de coopération et un système de représentation régionale au niveau mondial ; l’obligation des accords et pactes internationaux et de toutes les institutions internationales de respecter la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme.

Un nouveau système à définir doit prendre en compte trois dimensions essentielles : la construction de la paix et le règlement des conflits ; la réduction des risques écologiques ; le système de relations internationales favorisant la transformation des sociétés dans un sens de liberté, d’égalité, de solidarité. L’approche par les droits, par l’égalité d’accès aux droits, dessine la perspective d’un contrat social mondial. Elle renouvelle la conception de la transformation sociale.

Pour aller plus loin dans la définition d’une stratégie, proposons une ligne directrice organisée autour de deux impératifs : une nouvelle constitution du monde fondée sur la démocratie mondiale ; un contrat social mondial fondé sur le respect et la garantie des droits, tant civils et politiques, qu’économiques, sociaux et culturels. L’évolution du droit international est aujourd’hui, du point de vue de cette ligne directrice, le lieu stratégique des confrontations. Le droit international ne peut être fondé que sur la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme et la Charte des Nations Unies. C’est le point fixe autour duquel construire le système des relations internationales, le point d’appui qui donne sa légitimité aux Nations Unies dans le système mondial.

L’indispensable régulation mondiale nécessitera une refonte du système des relations internationales basée sur une réforme radicale des Nations Unies et une progression du droit international fondé sur la mise en œuvre de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme et rejetant la subordination des droits individuels et collectifs au droit commercial et au droit des affaires. Cette régulation mondiale pourrait faire progresser la réalité d’une citoyenneté mondiale.

Et pour conclure provisoirement

Ces quelques réflexions sur les opportunités ouvertes par la crise montrent l’imbrication entre les réaménagements et les ruptures correspondant à des perspectives plus radicales. En mettant en évidence le potentiel porté par les résistances, les pratiques actuelles et les exigences intellectuelles l’altermondialisme donne une perspective à la sortie de la crise globale dans ses différentes configurations. Il permet de renforcer, en poussant les résistances contre les conservatismes autoritaires et répressifs et les revendications pour la modernisation sociale, les coalitions pour les libertés ,et la démocratie. Il permet de lutter contre la constitution d’un nouveau bloc hégémonique formé par une alliance entre les néolibéraux et les néokeynésiens et de pousser le Green New-Deal mondial à dépasser ses limites. Il permet d’esquisser les alternatives qui caractériseront un autre

monde possible. Il permet d'aller plus loin. Un nouveau projet d'émancipation collective est à l'ordre du jour. Le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement est d'actualité,. Et nous devons commencer dès maintenant à revendiquer et à construire un autre monde possible.

Notes

[1] Contribution à la Commission stratégie du Conseil international du Forum social mondial. Ce texte reprend les thèmes de l'article "Le mouvement altermondialiste et la crise de la mondialisation" de novembre 2008, développé à partir des discussions menées au Conseil d'administration du CRID, au Conseil scientifique d'ATTAC, des réunions du CEDETIM, de l'AITEC et d'IPAM (Initiatives pour une autre monde) et du réseau Alternatives international.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article949